

CHIFFRES

50% C'est la proportion des 77 millions de Turcs qui ont moins de 25 ans. Une situation comparable à celle qui prévaut dans le monde arabe. En Egypte, ils constituent 52% de la population, en Tunisie 42% et en Syrie 55%.

8,2% C'est le taux de croissance enregistré par la Turquie en 2010. Il s'agit de la plus forte progression réalisée par un Etat membre de l'OCDE.

20% C'est la part des exportations turques écoulées au Moyen-Orient en 2010, contre 9% en 2002. La fraction absorbée par l'Europe est passée de 56% à 46% durant la même période.

10% C'est le taux de chômage moyen en Turquie ces dernières années. Dans les régions pauvres du Sud-Est et chez les jeunes, ce taux peut monter jusqu'à 20%.

52 Pâques
53 Cerveau
54 Opinion de Charles Poncet

56 Enseignement
58 Elizabeth Taylor
62 Réseau d'Alain Riedo

64 Finance



MUSTAFA OZDER/AP/PHOTO

La Turquie

Un modèle pour les pays arabes?

ISTANBUL Les apparences sont souvent trompeuses sur les bords du Bosphore. Jeunes cadres islamiques, étudiants laïcs et kémalistes nostalgiques du passé s'y mêlent.

Les meneurs des révolutions qui secouent le Moyen-Orient se réfèrent tous au régime de l'AKP, une synthèse réussie entre islam et démocratie. Plongée dans les entrailles du tigre anatolien.

JULIE ZAUGG

Davos, janvier 2009. Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan est sur scène avec le président israélien Shimon Peres. L'opération Plomb durci vient de débiter dans la bande de Gaza. «Quand il s'agit de tuer des gens, vous savez certainement comment vous y prendre», s'empare soudain l'homme fort de la Turquie avant de se lever et de quitter la salle. Sur l'estrade, le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa reste assis. A son retour, quelque 3000 personnes sont venues l'acclamer à l'aéroport. En l'espace de quelques instants – et d'une vidéo qui a fait le tour de la blogosphère – Recep Tayyip Erdogan est devenu le héros de la rue arabe. Une popularité exacerbée par l'assaut israélien de mai 2010 contre la «flottille de la liberté» affrétée par une ONG turque pour apporter de l'aide aux Palestiniens. Une enquête menée à l'été 2010 dans six pays du Moyen-Orient place Recep Tayyip Erdogan en tête des hommes politiques les plus populaires, devant le Vénézuélien Hugo Chavez et l'Iranien Mahmoud Ahmadinejad. A tel point que les meneurs des révolutions qui ont secoué le monde arabe en 2011 ne cessent de se référer au «modèle turc», y voyant un exemple de régime qui a su concilier l'islam et la démocratie, tout en réussissant son décollage économique. A l'heure où Ankara envoie ses hommes en Libye pour assister les insurgés, *L'Hebdo* s'est rendu sur les bords du Bosphore pour en avoir le cœur net.

01 Islam et démocratie

Assis au dernier étage de l'immense bâtiment en verre bleu qui abrite la rédaction de *Today's Zaman*, la version anglophone du plus grand quotidien de Turquie, Bülent Kenes ne tarit pas d'éloges sur les islamistes modérés du Parti de la justice et du développement (AKP) arrivés au pouvoir en 2002. «Ils ont créé une démocratie islamique unique en son genre, mêlant positions politiques et économiques libérales et valeurs conservatrices dans les domaines sociétal et familial», dit le rédacteur en chef de ce titre proche du gouvernement. Abolition de la peine de mort, création de chaînes de TV diffusant en kurde, relance de la résolution de la question chypriote et réforme constitutionnelle font partie des recettes appliquées par le gouvernement. «Tout cela a été rendu possible par le processus d'adhésion à l'Union européenne entamé en 1999, note Bülent Kenes. La pression exercée par cette perspective est devenue plus importante que l'adhésion elle-même et a été le vrai catalyseur des réformes.» C'est aussi le résultat d'un long processus qui a débuté dans les années 80. «A son arrivée au pouvoir en 1983, le premier ministre Turgut Özal a entamé un vaste programme de libéralisation de l'économie et de la société. Cette ouverture a été interrompue par une série de gouvernements de coalition instables dans les >>>



LIBÉRAL Samedi soir, la jeunesse occidentalise se presse dans les bars aux abords de la place Taksim. La bière en pichet et les cocktails coulent à flots.

>>> années 90, avant que l'AKP n'en reprenne le flambeau.»

Mais l'AKP propage aussi une vision très conservatrice de la société et réinterprète volontiers la démocratie à la lueur des codes de l'islam. Par exemple, la liberté d'expression devient la liberté de pratiquer librement sa religion. Depuis deux ans, le gouvernement est même revenu en partie sur son ouverture. «A son arrivée au pouvoir, l'AKP a fait vivre au pays une sorte de printemps démocratique, estime Gareth Jenkins, un chercheur basé à Istanbul, spécialiste de l'islam politique turc. Mais après sa victoire écrasante aux élections de 2007, la Turquie est progressivement devenue plus autoritaire.»

Début mars, plusieurs journalistes ont été arrêtés, accusés d'avoir pris part aux complots «Ergenekon» et «Coup de massue», une série de tentatives de coup d'Etat orchestrées par des milieux proches de l'armée. Tous préparaient des livres ou des documentaires sur l'AKP. Il s'agit de la 18^e vague d'arrestations dans le cadre de cette enquête, qui s'en prend à des milieux toujours plus éloignés des cercles militaires originellement impliqués. «Le gouvernement utilise ces procès pour intimider et faire taire ses critiques, à quelques mois des élections de juin 2011», juge le chercheur. Plus anecdotique mais tout aussi révélateur, une nouvelle loi interdit la vente d'alcool aux moins de 24 ans lors d'événements publics.

Pour comprendre ce que vit le pays, il faut s'intéresser aux multiples couches

qui le composent. Il y a d'abord la frange laïque et militariste héritière des 80 ans de régime kémaliste, cet «Etat profond» crédité d'avoir organisé les opérations «Ergenekon» et «Coup de massue». Puis il y a les revendications d'autonomie inassouvies des 12 millions de Kurdes et la violence latente contre les minorités non musulmanes, qui s'est exprimée lors de l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink en 2007. Enfin, il y a la mouvance islamique qui ne cesse de se renforcer depuis une vingtaine d'années et qui a porté l'AKP au pouvoir.

Pour décrypter cette dernière, il faut se rendre dans le quartier traditionaliste de

Les échoppes affichent le portrait de Necmettin Erbakan, le chef du premier gouvernement islamiste, instauré en 1996 avant que l'armée ne le fasse tomber un an plus tard. L'AKP est d'ailleurs issu du Refah, le parti fondé par Necmettin Erbakan.

Liberté de religion. Au fond d'une allée, on trouve l'ONG Insani Yardim Vakfi (IHH), organisatrice de la «flottille de la liberté». Liée à la mouvance Naqshbandi, elle est connue pour son soutien au djihad international. Dans ses locaux, il règne une joyeuse frénésie. Des militants au look d'altermondialiste – cheveux longs, barbe de trois jours et keffieh – vont et viennent, parlant tour à tour en arabe ou en turc. «L'AKP a un potentiel électoral de 80% : c'est la proportion de la population qui a des valeurs conservatrices, juge Ahmet Emin Dag, l'un des responsables d'IHH. Ces gens veulent pouvoir exercer leur religion librement, porter le voile et fréquenter des écoles coraniques. Le parti au pouvoir leur a donné cette possibilité.»

Mais l'AKP est aussi traversé par un autre courant, celui du penseur Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis. Cette matrice informelle, dont les membres possèdent un large réseau d'écoles, de médias (dont *Zaman*), d'ONG et même une banque (Bank Asya), prône une version œcuménique et ouverte sur le monde de l'islam. «Ce mouvement est l'un des principaux soutiens du président Abdullah Gül, explique Gareth Jenkins.

Carsamba, fief des Naqshbandi, une confrérie soufie que le premier ministre Recep Tayyip Erdogan considère comme sa famille spirituelle. Dans les ruelles étroites, les hommes sont habillés à l'arabe, portant le large pantalon shalwar, la barbe et le turban blanc. La plupart des femmes arborent le long niqab noir. Les librairies islamiques se succèdent, proposant des ouvrages en arabe ou en farsi. Un stand vend des DVD sur les «massacres» en Tchétchénie ou appelant au boycott des firmes travaillant avec Israël.



«NOTRE DÉMOCRATIE MÊLE LIBÉRALISME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE ET CONSERVATISME SOCIAL.»

Bülent Kenes, rédacteur en chef de *Today's Zaman*



ISLAMIQUE Quelques heures plus tôt, dans le quartier traditionaliste de Carsamba, les femmes voilées de noir offrent une tout autre image de la vie stambouliote.

Ses membres sont extraordinairement puissants dans la société turque. Ils ont largement infiltré l'administration, la police et les échelons inférieurs de la justice. Entre 60 et 80 députés de l'AKP et deux ministres en feraient partie, selon un câble américain publié par Wikileaks. Fonctionnant sur un modèle clientéliste, ce réseau, qui compterait 5 millions de membres, a permis à de nombreux jeunes issus des petites villes d'Anatolie d'obtenir une bonne formation et un premier emploi. «En retour, ces derniers assurent le rayonnement du mouvement dans les sphères du pouvoir», dit-il.

A 450 kilomètres de là, au milieu de la plaine anatolienne, on trouve les représentants de l'autre grand courant qui traverse la société turque. L'Association de la pensée kémaliste (ADD), qui regroupe les défenseurs purs et durs de l'héritage d'Atatürk, est située dans un immeuble discret du centre-ville d'Ankara. Très à droite, résolument laïcs et proarmée, ses membres sont catastrophés par l'AKP. «Les règles de l'islam sont incompatibles avec la démocratie, tranche sa présidente Tansel Cölasan. Tout régime qui fait allégeance à cette religion ne peut que se transformer en théocratie. Il n'y a qu'à voir l'Iran.» Cette petite blonde énergique juge que la religion doit être confinée à la sphère privée, par la force s'il le faut. Elle regrette l'âge d'or kémaliste, lorsque la pratique de l'islam était strictement contrôlée par un ministère des Affaires religieuses tout-puissant.

Le Parti républicain du peuple (CHP), la formation kémaliste qui domine l'opposition, ne se montre guère moins alarmiste. «Ce gouvernement s'en est pris à la séparation des pouvoirs, dénonce son président Kemal Kilicdaroglu. Une série d'amendements constitutionnels votés en septembre dernier ont mis la justice à la botte du président, qui peut désormais nommer les juges à sa guise.» Il accuse l'AKP de chercher à concentrer le pouvoir entre les mains d'Erdogan et de mener «un agenda caché islamiste».

Les critiques fusent aussi sur la question kurde. «Le gouvernement a tenté de récupérer le vote des Kurdes en jouant la

pouvoir. Elle passe par la création d'une élite éclairée. «La plupart des députés de l'AKP viennent de petites villes d'Anatolie, où ils n'ont pas eu l'occasion de se confronter aux principes libéraux. Mais d'ici une ou deux générations, ils le seront intériorisés», estime cet intellectuel libéral. Il a même inventé un terme pour décrire ce nouveau personnage: le *Lahasümüt* (Turc musulman, sunnite hanéfi et laïc), sorte de version orientale du *Wasp* américain.

02

Une puissance régionale

Si la rue arabe se tourne vers la Turquie, c'est aussi en raison de son statut de puissance régionale. Un effet de la nouvelle politique étrangère menée par l'AKP depuis cinq ans, sous la houlette de son jeune et dynamique ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu. Qualifiée par certains de «néo-ottomane», elle passe par un rapprochement avec les pays arabes et turcophones, longtemps ignorés, voire considérés avec hostilité par le régime kémaliste. Labellisé «zéro problème avec les voisins», cette doctrine a conduit à la conclusion d'un accord de libre-échange avec la Syrie, la Jordanie et le Liban en 2010, à une tentative de médiation entre Israël et la Syrie en 2008 et à des contacts répétés avec le Hamas. Les échanges commerciaux avec Damas >>>



«CE GOUVERNEMENT A MIS LA JUSTICE À LA BOTTE DU PRÉSIDENT.»

Kemal Kilicdaroglu, chef de l'opposition kémaliste

carte religieuse et en leur concédant quelques libertés, afin d'affaiblir le PKK, souligne le politologue Haluk Gerger. Mais cette politique assimilationniste ne va pas résoudre le problème, puisque c'est davantage d'autonomie que les Kurdes veulent.»

Grand spécialiste de la question des minorités et ami de Hrant Dink, Baskin Oran se montre plus optimiste. Pour lui, la Turquie vit actuellement sa «deuxième révolution démocratique», après celle de 1923 qui avait porté les kémalistes au



CEYHAN Ce port méditerranéen est le terminus du pipeline qui amène le pétrole de la mer Caspienne aux Européens. La Turquie se profile comme un hub énergétique.

ADANA Ferudun Guleryuz dirige une usine fabriquant du polyester et de la viscose qui servent à produire des habits vendus par de grandes chaînes comme Zara ou Gap.

>>> sont passés de 400 millions de dollars en 2004 à 2 milliards de dollars en 2009. À l'inverse, l'UE – qui reste le principal partenaire économique de la Turquie – n'absorbe plus que 46% de ses exportations, contre 56% en 2002.

Postmoderne. Car ce rapprochement avec le monde arabe implique de tourner le dos à l'Occident. Le fossé se creuse avec l'UE depuis que les négociations se sont enlisées aux alentours de 2005, face notamment à l'hostilité d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy. Dans l'opinion publique turque, le soutien à l'adhésion est passé de 70% en 2002 à 34% en 2010. L'ami historique américain a lui aussi été mis de côté. Le divorce est consommé depuis 2003, lorsque le Parlement turc a refusé de laisser les troupes US passer par leur territoire pour gagner l'Irak. La tentative de médiation turque sur le nucléaire iranien au printemps dernier n'a rien arrangé.

Triturant un chapelet de perles islamiques, très droit dans son costume bien coupé et parlant un anglais parfait, Ibrahim Kalin, le conseiller du premier ministre en matière de politique étrangère, donne l'impression d'un homme à mi-chemin entre l'Orient et l'Occident. C'est ainsi qu'il perçoit son pays. «Dans le monde multipolaire et postmoderne du XXI^e siècle, notre politique étrangère se doit d'avancer dans plusieurs directions à la fois, explique cet intellectuel qui a longtemps étudié aux Etats-Unis. Ce n'est pas parce que nous nous rapprochons de nos voisins arabes que nous

nous éloignons de nos partenaires traditionnels. L'adhésion à l'UE reste un objectif stratégique.» Mais la Turquie ne «peut pas rester indifférente à ce qui se passe à côté de chez elle». Il rappelle que cet intérêt renouvelé concerne aussi des pays non musulmans comme la Grèce, la Russie, la Géorgie et les Balkans. Le voilà qui file d'ailleurs accueillir le premier ministre serbe.

A deux pas de là, dans le grand bâtiment qui abrite le Parlement, Zeynep Dagi déjoue les stéréotypes normalement accolés aux élus de l'AKP. En talons, veste de cuir et cheveux à l'air, la députée se décrit comme «une partisane acharnée de l'UE». Selon elle, le nouveau leadership d'Ankara au Moyen-Orient est dans l'intérêt de l'Occident. «Nous pouvons être un pont entre l'Est et l'Ouest. Mais celui-ci doit être bâti sur deux piliers. Si le soutien européen vient à manquer, tout l'ouvrage s'effondrera.»

03

Le tigre anatolien

L'activisme moyen-oriental du gouvernement est aussi motivé par la recherche de nouveaux marchés. Car l'économie turque se porte incroyablement bien. En 2010, le pays a réalisé la plus forte croissance de tous les Etats de l'OCDE (8,2%). Entre 2002 et 2008, ce chiffre s'est maintenu autour de 6%. L'inflation et la dette ont été maîtrisées, alors que les investissements étrangers directs ont

été multipliés par 20 depuis la fin des années 90. La Turquie est aussi l'un des pays à avoir le moins souffert de la récente débâcle financière: le secteur bancaire avait déjà été assaini au début des années 2000, suite à la gigantesque crise économique vécue par le pays en 2001. «Jusque dans les années 80, l'économie turque était assez fermée, explique Subiday Togan, professeur d'économie à l'Université Bilkent d'Ankara. Le gouvernement Ozal a alors commencé à la libéraliser et le mouvement s'est accéléré dans les années 2000 sous l'impulsion du processus d'adhésion à l'UE et des politiques décidées par le FMI pour sortir le pays de la crise de 2001.» La plupart des barrières commerciales ont alors été abolies, des standards de production européens ont été adoptés et de nombreuses entreprises ont été privatisées. Il y a aujourd'hui deux ombres au tableau, selon le professeur. Le chômage, qui atteint 10% en moyenne, et le déficit du compte-courant.

Reste que, dotée d'une force de travail jeune et peu onéreuse, la 16^e économie mondiale est devenue ces dernières années un leader planétaire dans le domaine de la construction, du textile, de la fabrication de téléviseurs, du ciment et de l'industrie automobile. Ses exportations ont presque triplé entre 2002 et 2009, pour atteindre 102 milliards de dollars. Cette croissance a surtout profité au centre du pays, là où se trouve le cœur industriel de la Turquie. Elle est portée par une nouvelle classe d'entrepreneurs anatoliens, venus des villes de Kayseri,

Konya, Adana ou Gaziantep. Très pieuse et souvent liée au mouvement Gülen, elle se place en opposition aux élites occidentalisées d'Istanbul et constitue l'un des principaux soutiens de l'AKP.

A 3 heures de vol. Au centre-ville d'Adana, l'impressionnante mosquée blanc crème dresse ses six minarets vers le ciel. Il s'agit du plus grand édifice religieux entre Istanbul et l'Arabie saoudite. Elle a été construite en 1998 par Sadika Sabanci, le fondateur de la firme du même nom. Entourée d'une grande plaine fertile où poussent du coton, des melons et des agrumes, Adana s'est spécialisée dans l'industrie textile, les machines et la fabrication de meubles. Dans sa banlieue se trouve la plus grande zone industrielle du pays. S'étendant sur 1225 hectares, elle comprend 266 usines. Pour Saban Bas, le président de la Chambre du commerce d'Adana, sa ville symbolise le renouveau de l'économie nationale. «Aujourd'hui, la Turquie se situe au niveau de la Pologne ou de la Malaisie en termes d'industrialisation», se réjouit-il. Comment explique-t-il ce succès? «Depuis ici, nos biens peuvent atteindre l'ensemble des pays développés en trois heures de vol. Et nous sommes le seul Etat stable dans une région troublée. Les Européens pas-



«NOUS POUVONS ÊTRE UN PONT ENTRE L'EST ET L'OUEST. MAIS IL NOUS FAUT LE SOUTIEN DE L'UE.»

Zeynep Dagi, députée de l'AKP

sent par nous lorsqu'ils veulent faire des affaires avec le Moyen-Orient ou le Caucase, qui ont des économies très fermées.»

L'exemple le plus frappant de ce rôle d'intermédiaire joué par la Turquie se trouve justement à quelques kilomètres d'Adana. Au large de la côte méditerranéenne battue par le vent se détache un long coude métallique bordé de tankers. Il s'agit du terminal du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), ouvert en 2005 pour acheminer le pétrole azéri en Europe, sans passer par la Russie. Le port turc de Ceyhan est également la desti-



QUARTIER DES BANQUES Istanbul cherche à devenir un centre régional pour la finance, notamment islamique. Il lui faudra concurrencer Dubaï, Kuala Lumpur et Singapour.

nation du pétrole irakien issu du champ de Kirkouk. D'ici à quelques années, il devrait accueillir une extension du gazoduc russe Blue Stream.

Outre l'importance géostratégique qu'ils confèrent à la Turquie, ces projets ont permis des investissements et des créations d'emplois dans la région d'Adana. «Le nombre de raffineries, d'usines pétrochimiques et de centrales thermiques a fortement crû ces dernières années, indique Saban Bas. A terme, les investissements dans l'énergie atteindront 120 milliards de dollars.» Des entreprises italiennes, kazakhes et indiennes se pressent au portillon. «La Turquie, qui importe 75% de son énergie, aura aussi accès à du pétrole et à du gaz bon marché.» Sans oublier les 200 millions de dollars qu'elle touche au titre de droits de transit pour ces matières premières.

Centre financier. De retour sur les bords du Bosphore, le boom économique turc prend une tout autre couleur. Symbolisé par la forêt de gratte-ciel qui se dresse dans le quartier des affaires du Levent, Istanbul est en train de devenir un centre financier régional. L'un des domaines en pleine expansion est celui de la banque islamique. Quatre institutions – dont trois sont détenues en partie par des capitaux du Golfe – se partagent le gâteau. «Nos banques représentent 4,3% du secteur financier turc, mais nous visons 10% d'ici à quinze ans», explique Osman Akyüz, le secrétaire général de l'Association turque des banques islami-

ques. Au niveau mondial, le Golfe et, dans une moindre mesure, la Malaisie et Singapour dominent ce marché, mais la Turquie est l'un des pays les plus prometteurs. «Ces six dernières années, le secteur a crû en moyenne de 30% par an», détaille Osman Akyüz. Le gouvernement l'appuie, conscient qu'il peut ainsi accroître son capital sympathie dans les pays musulmans. Suffisamment pour faire de la Turquie un modèle pour les révolutions arabes?

Les enseignements à tirer du cas anatolien sont essentiellement d'ordre économique. Dotés de populations jeunes et abondantes comme la Turquie, les pays arabes ont une carte à jouer comme économies émergentes. Sur le plan politique, le bilan est plus mitigé. Si la Turquie est en train de s'affranchir de la tutelle de l'armée et a concédé ces dernières années de nombreux droits à ses citoyens, elle reste un «work in progress», ainsi qu'en témoigne le retour du balancier autoritariste amorcé depuis deux ans. Quant à la religion, elle donne une coloration très conservatrice aux politiques du gouvernement – nourrissant un soupçon d'«agenda caché islamiste» – et apparaît en filigrane derrière sa politique étrangère ou son essor économique. Au Maghreb et au Machrek, la formule plaît. Les Frères musulmans égyptiens se sont empressés de créer un Parti de la justice et de la liberté pour participer aux prochaines élections, alors que le leader islamiste tunisien Rached Ghannouchi saluait de ce modèle qui «aligne l'Islam avec la modernité». ◦